

## Procès-Verbal des Délibérations du Conseil Municipal Du 29 août 2024

Date de la convocation : 20 août 2024

Date de l'affichage : 22 août 2024

NOMBRE DE CONSEILLERS EN EXERCICE : 15, PRÉSENTS : 11, VOTANTS : 12

L'an deux mil vingt-quatre, le vingt-neuf août, à dix-neuf heures, le Conseil Municipal s'est réuni, salle du Conseil, sous la présidence de M. le Maire.

### ÉTAIENT PRÉSENTS :

Jean-Michel CAZERES, Maire.

Yveline LE MIGNOT, Jack PIERCHON, Géraldine SOURDOT, Frédéric LEFEBVRE, Adjointes au Maire.

Marie-Claude BOUFFORT, Franck DURY, Jonathan LECLERCQ, Francine LEFEUVRE, Zélie MODAINE, Alain PETREMENT, Conseillers Municipaux.

### ABSENTS EXCUSÉS :

Méline CAZERES donne pouvoir à Jean-Michel CAZERES.

Hugo CHABANAS,

Nathalie DUPONT,

Alain GILARD.

M. le Maire déclare la séance ouverte à 19 heures.

Mme Géraldine SOURDOT est désignée secrétaire de séance.

Le précédent compte rendu ne faisant pas l'objet de remarques ou de commentaires, il est approuvé à l'unanimité.

## 2. Subvention « Les Amis de Vinteuil ».

M. le Maire propose de commencer par le point n°2 dans l'attente des membres de l'Association pour la Défense du Site d'Ermenonville qui pourront intervenir dans le cadre de la présentation des projets de restauration de la statue Jean-Jacques Rousseau et de la stèle de Dominique de Vic.

M. le Maire informe les membres présents qu'il a été contacté par M. Pierre IVANOFF (Les Amis de Vinteuil) dans le cadre de l'organisation de l'édition 2024 des Journées Musicales Marcel Proust les 4-5 et 6 octobre prochains au Château d'Ermenonville. Le flyer est distribué. Il s'agit d'une manifestation mondialement connue qui s'est déroulée à Cabourg en 2021.

Seront organisés : des visites culturelles (Abbaye de Chaalis et Sentier des Ecrivains), des concerts de musique classique, des conférences, des animations en petits groupes, des surprises et les festivaliers viendront de toute la France, mais aussi d'Europe et des Etats-Unis.

Une aide financière de 3 000 € est sollicitée pour l'organisation de ces journées.

Mme Francine LEFEUVRE demande si « Vinteuil » correspond au nom d'une ville ce à quoi Mme Géraldine SOURDOT répond qu'il s'agit d'une œuvre musicale fictive de Proust.

M. le Maire précise qu'il a orienté l'association vers la Communauté de Communes, l'Office de Tourisme ou encore Mme ARNAULT mais aucune suite n'a été donnée.

M. Jack PIERCHON indique que l'association n'a rien communiqué sur le budget. Les événements sont payants et se déroulent au Château qui est un lieu privé. Il demande ce qui justifie la somme de 3 000 €. On ne demande pas une somme au hasard.

Lors du vote des subventions aux associations, les dossiers sont systématiquement demandés afin d'être étudiés. Il ne voit donc pas pour quelle raison l'association les Amis de Vinteuil ne présenterait pas de dossier.

M. le Maire explique qu'en échange, des places seront mises à notre disposition.

M. Jonathan LECLERCQ demande si la subvention sera prise sur le budget de l'animation.

Mme Marie-Claude BOUFFORT demande ce que l'on subventionne pour 3 000 €.

M. Alain PETREMENT demande si l'on dispose du bilan ce à quoi il est répondu par la négative.

Mme Marie-Claude BOUFFORT demande d'où est cette association ce à quoi Mme Zélie MODAINE répond qu'elle vient de Paris.

Mme Yveline LE MIGNOT rappelle que nous ne sommes pas encore partenaires mais on se sent un peu obligé en ce sens que le logo de la commune a été inséré sur la plaquette.

M. Jack PIERCHON demande à ce que le budget de l'évènement soit communiqué. La demande a été faite tardivement.

M. le Maire indique que la demande a été effectuée courant juin mais il n'y a pas eu de Conseil Municipal entre temps.

Mme Francine LEFEUVRE estime que le budget d'un tel évènement se prépare à l'avance.

M. Jack PIERCHON rappelle que l'on ne peut pas donner de l'argent à vue de nez.

Mme Yveline LE MIGNOT pense que la charrue a été mise avant les bœufs ce à quoi M. le Maire répond que la commune est mise en avant dans le cadre de cet évènement.

M. Alain PETREMENT indique qu'il faudrait demander le bilan de l'association comprenant les subventions attribuées par les autres communes et partenaires.

M. le Maire demande aux élus de se positionner sur l'attribution d'une subvention qui pourrait être inférieure à la somme sollicitée.

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil Municipal approuvent à la majorité (8 voix pour, 2 voix contre et 2 abstentions) l'attribution d'une subvention.

M. Jack PIERCHON rappelle que la subvention peut être attribuée après l'évènement et qu'il faudra solliciter le budget.

M. le Maire précise qu'un Conseil Municipal devra être organisé afin de définir la somme à verser.

## 1. Demandes de subventions.

### **Statue Jean-Jacques Rousseau.**

M. le Maire indique que la commune prévoit la restauration de la statue Jean-Jacques Rousseau. Cette dernière étant inscrite à l'inventaire des monuments historiques, une demande de travaux a été effectuée auprès des services de la DRAC. L'instruction est toujours en cours.

Une demande de subvention peut être faite auprès de la DRAC ainsi qu'auprès du département de l'Oise.

Le plan de financement s'établirait comme suit pour un commencement de travaux au début du printemps 2025 :

Le devis retenu, en collaboration avec la DRAC et l'ADSE s'élève à 9 330,00 HT ou à 9 570,00 € HT (avec option de restitution du pouce dextre de Rousseau).

Sur la base du devis à 9 570,00 € :

- DRAC (25 %) soit 2 392,50 €
- Département de l'Oise (55 %) soit 5 263,50 €

- Commune (20 %) soit : 1 914,00 €

M. Alain PETREMENT rappelle que la statue a déjà été nettoyée et demande s'il est possible de retrouver le coût des travaux.

Mme Géraldine SOURDOT explique la différence entre le nettoyage et la restauration. Ainsi, les fissures seront comblées.

M. le Maire procède à la lecture du devis.

M. Alain PETREMENT explique que la brosse et le karcher sont interdits. A l'époque, la DRAC avait demandé à ce que les travaux soient faits à l'éponge.

M. le Maire indique que cette société a été recommandée par la DRAC.

M. Alain PETREMENT indique que ce n'est pas parce que le la DRAC a recommandé une société qu'elle va valider les travaux ce à quoi M. le Maire répond que la société retenue est spécialisée dans la restauration des monuments historiques.

M. Alain PETREMENT estime que si les travaux sont effectués à la brosse et que la statue est dépolie, il faudra considérer que c'est la DRAC qui est en cause.

Mme Géraldine SOURDOT précise que trois sociétés ont été consultées et propose de laisser la parole à la présidente de l'Association pour la Défense du site d'Ermenonville, présente dans la salle.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal approuve à l'unanimité la demande de subvention selon le plan de financement présenté.

#### **Stèle de Dominique de Vic.**

La commune prévoit également la restauration de la stèle funéraire du capitaine de Vic par traitement biocide, nettoyage par micro sablage basse pression.

Toujours en partenariat avec la DRAC et l'ADSE, le devis retenu s'élève à 1 500 € HT. Ces travaux peuvent faire l'objet d'une demande de subvention comme suit :

- Département de l'Oise (60 %) soit : 900,00 €
- Commune (40 %) soit : 600,00 €.

M. le Maire précise que le nettoyage sera à revoir car la stèle a été nettoyée par les agents municipaux.

M. Alain PETREMENT demande si l'utilisation du micro sablage n'est pas trop agressive ce à quoi M. le Maire répond que le nettoyage de la statue Jean-Jacques Rousseau a été fait, à l'époque, en micro sablage également.

M. Alain PETREMENT rappelle que ce n'est pas ce qui avait été prévu dans le devis et qu'il faut constamment surveiller les entreprises.

M. le Maire indique que cette dépense sera prévue sur le budget 2025.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal approuve à l'unanimité la demande de subvention selon le plan de financement proposé.

### **3. Rapport Annuel du Délégué – Assainissement 2023.**

Chaque année la Saur nous transmet son rapport annuel. Ce dernier est à disposition en Mairie.

M. le Maire indique qu'une erreur s'est glissée dans le rapport en page 50 où les pourcentages sont à – 100 %.

M. Alain PETREMENT demande ce qu'il en est de la mise en place de la relève des compteurs à distance ce à quoi M. le Maire répond qu'il n'a pas de nouvelles.

Ce point est confirmé par Mme Yveline LE MIGNOT.

M. le Maire rappelle que l'eau est devenue la compétence de la communauté de communes.

Il fait part de la réception d'un mail d'une administrée mécontente au sujet de la qualité de l'eau potable et du fait que la population ne soit pas informée des normes non respectées. Or, les résultats des analyses effectuées par l'ARS sont systématiquement publiés et affichés en Mairie. Un suivi régulier est mis en place par l'Agence Régionale de Santé. L'eau est propre à la consommation.

#### **4. Rapport Annuel de la SPL ADTO – SAO.**

Conformément à l'article L.1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, un rapport est présenté devant le Conseil Municipal par le membre du Conseil d'Administration de l'ADTO-SAO représentant la collectivité ou le groupement actionnaire au sein de la société ADTO-SAO.

Ce rapport a pour objectif de donner aux membres de l'organe délibérant de la SPL une information complète sur l'entreprise, de nature à assurer la transparence de son fonctionnement et permettre son contrôle.

Pour information, la commune d'Ermenonville n'a pas fait appel, sur l'année 2023, à l'ADTO-SAO. La dernière prestation était relative à la reconstruction de la station d'épuration et la réhabilitation des réseaux. L'ADTO-SAO est, en général, missionnée pour les projets de grande ampleur.

Le Conseil Municipal prend acte de ce rapport.

#### **5. Centre de Gestion de l'Oise – Convention de dispositif de signalement des actes de violence, discrimination, harcèlement et agissements sexistes.**

M. le Maire rappelle que Commune d'Ermenonville est adhérente au dispositif mutualisé porté par le centre de gestion afin de recueillir les signalements des agents qui s'estiment victimes d'atteintes volontaires à leur intégrité physique, d'un acte de violence, de discrimination, de harcèlement moral ou sexuel, d'agissements sexistes, de menaces ou de tout autre acte d'intimidation et de les orienter vers les autorités compétentes en matière d'accompagnement, de soutien et de protection des victimes et de traitement des faits signalés conformément à l'article L.135-6 du Code Général de la Fonction Publique.

Le Centre de Gestion a choisi d'externaliser le dispositif par l'intermédiaire d'un contrat auprès de prestataires externes afin de garantir une totale indépendance entre les conseils dispensés aux employeurs par les services du CDG60 et l'accompagnement et le soutien prévu par le dispositif en direction des agents. Pour rappel, la commune a adhéré à ce dispositif par délibération en date du 08/12/2022.

Le marché actuel avec les prestataires s'est terminé le 1er juillet conformément à la convention signée. Le renouvellement du marché public a été opéré dans le cadre d'un groupement de commandes porté par le Centre de Gestion du Pas-de-Calais (comme le précédent marché) pour le compte de Centre de Gestion de l'Oise et celui de la Somme.

Un nouveau prestataire a été désigné afin d'assurer la continuité de ce dispositif externalisé : Qualisocial.

L'adhésion au dispositif sera sans changement dans ses modalités à savoir :

- Fourniture d'un outil dématérialisé permettant de recueillir les signalements des agents et de suivre le traitement du signalement (traçabilité des échanges) prise en charge via la cotisation additionnelle pour les collectivités et établissements publics affiliés.
- Prestations de conseil, d'accompagnement et de traitement des situations : convention entre la collectivité et le prestataire retenu sur la base des tarifs négociés dans le cadre du marché (pas de règlement si aucun agent ne sollicite les prestations).

Tenant toutefois compte des remarques sur la mise en œuvre du précédent dispositif, il sera désormais possible pour les « référents signalement » désignés par la collectivité ou l'établissement ;

- D'accéder au suivi des situations et aux bilans statistiques d'utilisation du dispositif,
- De solliciter le prestataire sur la base des tarifs négociés dans le marché pour l'analyse de recevabilité d'un signalement et plus largement pour des conseils et un accompagnement au traitement des signalements.

M. Alain PETREMENT demande qui est le référent signalement ce à quoi il est répondu qu'il n'y en a pas.

M. Alain PETREMENT trouve cette situation ambiguë.

Mme Zélie MODAINE rappelle que la question est de savoir si l'on continue ou non l'adhésion.

M. Jack PIERCHON indique que nous n'avons pas de syndicat au sein de la commune ce n'est pas pour autant que les agents ne peuvent pas y faire appel.

Mme Yveline LE MIGNOT estime que ce n'est pas simple pour la personne harcelée.

M. le Maire se demande si la personne harcelée va aller vers le référent.

M. Alain PETREMENT demande si tous les employés municipaux sont informés de ce dispositif ce à quoi M. le Maire répond par l'affirmative. Une affiche avait été apposée en Mairie.

M. Alain PETREMENT rappelle que le référent peut ne pas être sur la commune. Il peut s'agir par exemple du Centre de Gestion.

M. le Maire pense qu'un agent victime de harcèlement ou autre contacte, en général, un syndicat.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal approuve à l'unanimité la reconduction de l'adhésion.

## 6. Avis sur le Plan de Mobilité Simplifié (PdMS) du Pays de Valois.

Conformément au code des transports, le Conseil Municipal est appelé à faire connaître l'avis de la commune sur le projet de Plan de Mobilité Simplifié de la Communauté de Communes du Pays de Valois, arrêté par le conseil communautaire du 04 juillet 2024.

La Communauté de Communes du Pays de Valois est dotée de la compétence mobilité depuis le 1er juillet 2021.

L'exercice de cette compétence implique d'assurer la gestion des transports publics existants et de développer les offres de mobilité sur le territoire.

Dans ce cadre, la Communauté de Communes a lancé fin 2022 l'élaboration d'un Plan de Mobilité Simplifié (PdMS).

Ce document a pour objet d'établir une stratégie globale de mobilité à l'échelle du territoire de la Communauté de Communes, associant tous les modes de déplacements (réguliers, à la demande, partagés ...).

Cette stratégie vise à desservir tous les secteurs du territoire, y compris les secteurs ruraux ou à l'écart des pôles d'échanges, et à répondre aux besoins de tous les usagers, notamment les publics vulnérables, tout en contribuant à la diminution des émissions de gaz à effet de serre liées au secteur des transports.

Le cadre et le contenu du PdMS sont définis par loi d'Orientation des Mobilités (LOM) de manière à permettre une souplesse et une adaptation aux besoins du territoire lors de son élaboration et de sa mise en œuvre.

Le PdMS porte sur la mobilité des personnes et des marchandises et doit :

- Mettre en œuvre le droit à la mobilité pour tous ;
- Prendre en compte la diversité des composantes du territoire ;
- Prendre en compte les besoins de la population et des acteurs économiques ;
- Prendre en compte les plans de mobilité employeurs ;
- Couvrir l'ensemble du ressort territorial de l'Autorité Organisatrice de Mobilité (AOM) ;
- S'articuler avec les territoires voisins ;
- Faire le recensement des actions existantes ;

- Définir des mesures et actions pour une mobilité plus durable et solidaire.

L'élaboration du PdMS de la Communauté de Communes du Pays de Valois s'est déroulée en trois phases, correspondant aux différentes pièces qui le composent :

- Un diagnostic établissant un état des lieux de l'organisation et des pratiques de mobilité sur le territoire ;
- Des scénarios de mobilité qui font le lien entre le diagnostic et le plan d'actions en déterminant les objectifs à atteindre afin de répondre aux enjeux dégagés dans le diagnostic ;
- Un plan d'actions qui constitue la feuille de route opérationnelle pour mettre en œuvre le scénario de mobilité retenu et en poursuivre les objectifs. Il guide l'action de la CCPV en tant qu'AOM et des autres partenaires concernés.

L'élaboration du PdMS a été menée en associant les communes, les partenaires institutionnels ainsi que les représentants du monde économique et de la société civile au travers d'entretiens, d'ateliers de travail (février et juillet 2023), d'une grande enquête (mars/avril 2023) et de la réunion du Comité des partenaires (avril 2024).

Ce travail a conduit à la structuration du plan d'action autour de 6 axes et de 18 actions en matière de mobilité, présentés ci-dessous.

- I. Concevoir des solutions de mobilité performantes vers l'emploi, la formation et l'enseignement. Il s'agit notamment de faire évoluer et de développer le réseau de transports urbains, de mettre en place un système de transport à la demande zonal vers les polarités du territoire et d'organiser le covoiturage à l'échelle du territoire.
- II. Renforcer l'intermodalité et travailler les interfaces avec les territoires voisins. Il s'agit notamment de mettre en œuvre l'aménagement des pôles d'échange multimodal autour des gares et de créer des aires de mobilité dans les bourgs-relais ou centralités locales.
- III. Faire du vélo un outil d'accès, de développement économique et touristique. Il s'agit de mettre en œuvre les itinéraires cyclables et les services vélo définis dans le schéma directeur cyclable et de permettre une bonne articulation entre les actions d'intermodalité du PdMS et les actions de mobilité cyclable dudit schéma.
- IV. Repenser la place de la voiture, des poids lourds et des modes actifs dans l'espace public, favorisant un meilleur cadre de vie pour tous. Il s'agit notamment de mettre en œuvre un plan de modération de la vitesse, de repenser la politique de stationnement autour des gares et de déployer des infrastructures de recharge de véhicules électriques.
- V. Renforcer les centralités locales en tant que lieu d'accès aux services du quotidien dans une démarche de « mobilité inversée ». Il s'agit de développer des services locaux dans les bourgs-relais et itinérants dans les villages.
- VI. Contribuer à l'intégration socio-professionnelle des publics vulnérables ou éloignés. Il s'agit d'accompagner et sensibiliser les entreprises à la mobilité durable et de développer des solutions de mobilité solidaire et d'accompagnement aux publics en insertion professionnelle.

M. Alain PETREMENT rappelle que ce sujet a déjà été évoqué. Le problème étant que ce plan est défini au niveau de la communauté de communes et qu'il ne correspond pas aux besoins de la commune. Notre bassin de vie n'est pas celui de Crépy-en-Valois mais celui de Senlis et Roissy (notamment en terme d'emploi).

Concernant les voies cyclables, il avait été évoqué la création d'un diverticule qui se dirigerait vers Ermenonville mais ce n'est pas visible sur les plans.

Ermenonville est une commune touristique qui a besoin de transports pour desservir la Mer de Sable, le Château... Notre besoin n'est pas pris en compte.

M. le Maire se demande si le fait de faciliter les transports en commun n'enlèverait pas un peu de tranquillité à Ermenonville.

Il précise que les points évoqués datent du précédent mandat. Entre temps, la Communauté de Communes du Pays de Valois a changé de présidence et de politique. Ce sont des plans d'actions qui sont longs à mettre en place.

M. Alain PETREMENT rappelle la tenue de réunions avec les différents offices de tourisme (Meaux, Roissy, Senlis) lors desquelles étaient évoqués les transports à mettre en place pour les touristes notamment en période estivale. Le problème étant que les organismes concernés se situent sur deux départements et deux régions différentes et que la mise en place s'avère complexe. La CCPV rédige un plan et il souhaiterait qu'il concerne également Ermenonville.

M. le Maire indique que lors de réunions, il y a toujours beaucoup d'idées mais qui sont, en réalité, difficiles à concrétiser. Les communes les plus importantes sont toujours les plus avantagées.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal émet un avis favorable à l'unanimité sur le Plan de Mobilité Simplifié.

## 7. Bail local Pompiers.

M. le Maire informe l'assemblée qu'il souhaite, à titre personnel, occuper le local Pompiers.

Une convention d'occupation d'un local appartenant à la commune serait établie mais il convient de fixer le montant du loyer en cas d'acceptation.

M. le Maire demande à l'assemblée de débattre sur ce point. Il propose également de quitter la salle.

M. Jack PIERCHON demande quelle est la taille du box ce à quoi M. le Maire répond qu'on ne peut pas y rentrer de voiture.

M. Alain PETREMENT demande quel serait le loyer du local ce à quoi il est répondu que le loyer pourrait être identique à celui loué sous l'école soit 50 €.

Mme Francine LEFEUVRE demande si l'on a connaissance des loyers pratiqués pour ce type de bien.

Mme Géraldine SOURDOT souhaite connaître le nombre de mètres carrés du garage de l'école et le local concerné.

M. Alain PETREMENT demande si une évaluation a été faite par un notaire car en cas de contrôle, il peut être reproché au Maire d'avoir sous-évalué le loyer.

Mme Géraldine SOURDOT estime qu'il n'est pas nécessaire d'avoir recours à un notaire pour une évaluation qui coûtera plus cher que le loyer. Elle propose de faire évaluer tous les biens loués par la commune y compris les logements de fonction.

Mme Francine LEFEUVRE pense que plus un bien est rare plus il est cher.

M. Jack PIERCHON indique qu'il semble difficile d'estimer le bien en comparaison au garage de l'école sachant qu'il n'est pas possible d'y mettre une voiture.

Mme Géraldine SOURDOT propose de passer au vote.

M. Alain PETREMENT indique à M. le Maire qu'il peut faire appel à Mme Séverine SPELTA-RAMOS pour estimer le bien.

M. Jack PIERCHON rappelle que Mme Séverine SPELTA-RAMOS est impliquée dans les affaires du CCAS et connaît M. le Maire.

M. Franck DURY estime que s'il y a une évaluation de ce bien, il faut également évaluer ou réévaluer les autres locaux.

M. Alain PETREMENT indique qu'il louait précédemment un garage au prix mensuel de 90 €.

Mme Zélie MODAINE propose de faire une révision de tous les loyers dans un an et de fixer le prix de départ à 50 € par mois.



Mmes Géraldine SOURDOT et Marie-Claude BOUFFORT approuvent la proposition de M. Franck DURY de réévaluer tous les biens communaux loués.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal approuve à l'unanimité (3 abstentions) la location du local pompiers.

Sur le montant du loyer mensuel M. Jack PIERCHON propose le prix de 50 €.

M. le Maire propose 60 €.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal approuve à l'unanimité (4 abstentions) la location à M. Jean-Michel CAZERES au prix de 60 € par mois.

## 8. Autorisation d'ester en justice.

La commune doit faire face à un litige d'urbanisme impliquant :

- Le détenteur d'un permis de construire,
- Le voisinage,
- La commune.

Le cabinet d'avocats Goutal et Alibert a été sollicité.

Certaines dépenses peuvent faire l'objet d'un remboursement par notre assureur Groupama qui nous demande de bien vouloir prendre une délibération :

- Actant le fait que la commune désigne le cabinet Goutal et Alibert pour défendre ses intérêts,
- Autorisant le Maire à intervenir en justice dans le cadre du présent litige.

M. le Maire précise que la délégation lui permettant d'ester en justice lui a été donnée en début de mandat cependant, l'assureur de la commune, Groupama, souhaite une délibération spécifique à ce dossier.

Mme Francine LEFEUVRE demande s'il s'agit de la maison en construction au Chemin du Moulin ce à quoi il est répondu par l'affirmative.

M. Alain PETREMENT demande où en est ce dossier, ce à quoi M. le Maire répond qu'il a fait appel à un cabinet d'avocats car l'affaire est complexe.

Messieurs COSTES et DE BONFILS ont fait une demande de recours gracieux auprès de la commune par le biais de leur avocat.

M. le Maire précise suivre l'évolution des travaux. Un procès-verbal d'infraction d'urbanisme a été établi.

Plusieurs permis de construire modificatifs ont été déposés. Le sous-sol qui posait problème a été autorisé, les fenêtres en aluminium ont été refusées.

M. le Maire avait proposé une conciliation mais il n'y a pas eu de suites.

M. Jonathan LECLERCQ demande comment le voisinage a pu avoir connaissance de travaux en infraction alors que la maison est en cours de construction.

M. le Maire explique que les dossiers d'urbanisme sont consultables en Mairie.

M. Alain PETREMENT demande si le dossier a déjà été transmis au cabinet Goutal et Alibert et s'ils ont accepté ce dossier ce à quoi il est répondu par l'affirmative.

Il indique que le fait d'ester en justice impliquera d'aller à l'encontre de Messieurs COSTES et DE BONFILS en ce sens que le cabinet défendra les intérêts de la commune.

Il ajoute qu'un procès-verbal d'infraction a été édicté à l'encontre de M. MARIETTE mais que ce dernier a régularisé les travaux puisqu'il a déposé des permis modificatifs qui ont été accordés.



Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité (2 abstentions), acte le fait que la commune désigne le cabinet Goutal et Alibert pour défendre ses intérêts et autorise le Maire à intervenir en justice dans le cadre du présent litige.

M. Alain PETREMENT pense que le cabinet d'avocats aurait dû être sollicité sur les 2 dossiers. D'une part, M. MARIETTE et d'autre part, Messieurs COSTES et DE BONFILS.

M. le Maire précise qu'il a reçu la partie adverse avec son avocat. Le recours est adressé à la Mairie. Il a donc été conseillé à la commune de prendre également conseil auprès d'un avocat. La Direction Départementale des Territoires a également été sollicitée et est intervenue dans ce dossier.

M. Alain PETREMENT indique qu'il faut espérer que le cabinet Goutal ait tort et que le permis de construire soit annulé.

## 9. Délibération sur le rapport triennal sur l'artificialisation des sols.

M. le Maire explique que l'article L.2231-1 du Code Général des Collectivités Territoriales issu de la loi du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets, prévoit que le Maire d'une commune dotée d'un plan local d'urbanisme présente au Conseil Municipal, au moins une fois tous les 3 ans, un rapport relatif à l'artificialisation des sols sur son territoire au cours des années civiles précédentes.

Le rapport rend compte du bilan de la consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers (ENAF), compte tenu des objectifs de lutte contre l'artificialisation des sols à atteindre.

Le rapport donne lieu à un débat au sein du Conseil Municipal. Le débat est suivi d'un vote.

M. le Maire indique que le rapport relatif à l'artificialisation des sols de la commune, entre l'année 2011 et l'année 2023, montre que 1,49 hectares ont été consommés.

Mme Yveline LE MIGNOT demande si cette consommation est correcte.

Il est précisé dans ce rapport que les hectares consommés correspondent aux constructions derrière la Crêperie, au Chemin d'Eve et au lotissement des Charmilles.

Mme Géraldine SOURDOT ajoute que dans les pages du rapport, une comparaison est faite avec les communes voisines. Ermenonville est correctement située.

M. le Maire explique qu'il n'y a pas d'autres projets de constructions prévus.

Mme Yveline LE MIGNOT se questionne sur l'Ermitage mais il est précisé qu'il s'agit uniquement de la restauration de la bâtisse existante.

Mme Francine LEFEUVRE demande ce qu'il en est et la date prévue pour les constructions au Château d'Eau (Ferme MARTIN) ce à quoi M. le Maire répond qu'il s'agissait d'achats en état futur mais qu'il n'a plus de nouvelles. Pour ce type de projet, un promoteur doit obtenir au moins 60 % des ventes avant de débiter les travaux mais avec le covid et la hausse des taux il est probable que ça n'aboutisse pas.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal approuve à l'unanimité le rapport triennal sur l'artificialisation des sols.

## 10. Approbation de la modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme.

Départ de M. Jack PIERCHON à 20h26. Il donne pouvoir à Mme Zélie MODAINE.

M. le Maire rappelle que par arrêté municipal n°2023-116, il a engagé une modification du Plan Local d'Urbanisme afin notamment de :

- Procéder à la modification du périmètre et au réajustement du projet de la zone de l'OAP de l'Ermitage,

- Procéder à quelques ajustements réglementaires, visant notamment à mieux qualifier les espaces de pleine terre, ainsi qu'à assouplir l'article 11 relatif à l'aspect extérieur des constructions pour s'adapter aux nouvelles réglementations et à certaines demandes régulièrement observées.

Le projet a été transmis, pour avis conforme au titre de l'article R.104-33 du code de l'urbanisme, à la MRAe (Mission Régionale d'Autorité environnementale) selon la procédure dite du cas par cas, afin qu'elle conclue à la nécessité de conduire ou non une évaluation environnementale. Dans son avis n°2023-7507 en date du 28/11/2023, la MRAe a conclu à l'absence de nécessité d'une évaluation environnementale. Le 08/02/2024, le Conseil Municipal a pris acte de cette décision.

Le projet a été notifié aux personnes publiques associées.

Par la suite, Monsieur Philippe LEGLEYE a été nommé en qualité de Commissaire-Enquêteur titulaire. L'enquête publique s'est déroulée du 29/04/2024 au 30/05/2024, soit une durée de 32 jours consécutifs.

A l'issue de l'enquête publique, le Commissaire-Enquêteur a remis à la commune son procès-verbal de synthèse des observations du public, laquelle a répondu par un mémoire en réponse.

En suite de cette enquête, Monsieur Philippe LEGLEYE a donné le 08/06/2024 un avis favorable au projet avec les recommandations suivantes :

- Recommandation n°1 : au droit de l'OAP il conviendra de prévoir un accès entrée suffisamment large afin d'éviter des risques d'accidents lors des manœuvres des véhicules et de prévoir une deuxième sortie des véhicules à un emplacement judicieusement choisi pour éviter là aussi tout risque d'accident.

Il sera précisé que les bacs-acier ne sont pas autorisés pour les bâtiments d'habitation.

- Recommandation n°2 : La pose de panneaux photovoltaïques en toiture permettra le développement de l'énergie renouvelable. Il serait souhaitable de les autoriser uniquement côté jardin, dans tous les cas lors du dépôt du dossier de permis de construire, l'avis de l'ABF sera sollicité.

Les toitures terrasse non accessibles seront tolérées sous réserve qu'elles soient bien intégrées dans l'architecture des bâtiments existants.

- Recommandation n°3 : Il serait souhaitable de maintenir une homogénéité sur l'aspect des volets qu'ils soient contemporains ou de style plus ancien.

L'aspect des menuiseries fera l'objet, là aussi d'un avis de l'ABF.

- Recommandation n°4 : Il serait souhaitable que les annexes soient, si possible, invisibles depuis l'espace public.

Maintenir la « pleine terre » n'est pas un obstacle à l'installation de la géothermie.

- Recommandation n°5 : Concernant la zone UG et plus particulièrement sur la zone de l'aérodrome, il conviendra de rester dans un règlement de type « zone d'activités » assurant néanmoins un minimum de règles pour assurer l'insertion des constructions dans l'environnement et une cohérence avec l'existant.

En réponse, la municipalité a :

- Concernant la recommandation n°1 : l'OAP est modifiée pour intégrer un deuxième point d'accès (sortie uniquement) rue de la Cavée.

Pour le bacs-acier, la règle a été précisée conformément à la réponse au point 2 de l'avis du SDAP (non autorisés pour les bâtiments d'habitation).

- Concernant la recommandation n°2 : Comme indiqué, l'évolution concernant les pentes de toitures pour les panneaux photovoltaïques concernent uniquement les bâtiments agricoles. Il n'y a pas de changement pour les bâtiments d'habitation.
- Concernant la recommandation n°3 : Pour faire suite à la recommandation du commissaire-enquêteur sur les volets, il est ajouté au règlement : « les volets doivent rester en harmonie avec la typologie de la construction et le style prédominant du quartier dans lequel s'insère la construction ».
- Concernant la recommandation n°4 : Pour prendre en compte l'avis du public et du commissaire-enquêteur sur cette notion de visibilité depuis l'espace public, il est proposé la rédaction suivante : « Les annexes doivent, dans la mesure du possible, ne pas être visibles depuis l'espace public. Le cas échéant, elles doivent faire l'objet d'une insertion urbaine et paysagère de qualité afin de s'intégrer dans l'environnement bâti existant ».
- Concernant la recommandation n°5 : C'est ce que la commune s'est efforcée de mettre en place par le biais de la présente modification.

Le rapport et les conclusions du commissaire-enquêteur sont consultables notamment sur le site internet de la mairie.

Les observations formulées soit par les personnes publiques associées, soit dans le cadre de l'enquête publique, ont nécessité quelques ajustements du projet soumis à consultation. L'analyse de ces observations et les modifications apportées au dossier sont reprises dans le document de synthèse joint à l'ordre du jour de la présente réunion du Conseil qui demeurera annexé à la présente délibération et au dossier.

Après examen de ces observations, il est proposé au Conseil Municipal d'approuver la modification n°1 du PLU.

M. le Maire précise que sur les modifications apportées, certaines remarques de M. Alain PETREMENT ont été prises en compte.

M. Alain PETREMENT indique qu'il y a une erreur de frappe dans la rédaction de la recommandation n°1.

Sur la recommandation n°2 du commissaire-enquêteur il est stipulé qu'il serait souhaitable que les panneaux photovoltaïques soient installés uniquement côté jardin. Cette remarque ne semble pas judicieuse car c'est à cet endroit qu'ils peuvent créer le plus de gêne. L'exemple est pris au Chemin d'Eve où des panneaux photovoltaïques ont été installés côté jardin suite à un défaut de l'administration dans les délais de réponse à une demande d'autorisation d'urbanisme. Il n'y a pas d'habitations à l'arrière puisque ce sont des champs et il s'agit plus particulièrement du visuel sur l'entrée du village. A cet endroit même, l'apposition des panneaux aurait été plus judicieuse côté rue.

M. le Maire rappelle que le photovoltaïque ne peut plus être interdit dans le cadre du développement des énergies renouvelables. Chaque cas est différent. Il est évident qu'il n'acceptera pas de panneaux en plein cœur du village ou sur le toit de l'église, d'où l'importance de préciser le fait que l'avis de l'Architecte des Bâtiments de France sera obligatoirement sollicité.

M. Alain PETREMENT demande si les panneaux sur la 2<sup>ème</sup> maison au Chemin d'Eve ont été autorisés ce à quoi M. le Maire répond par l'affirmative.

M. le Maire indique qu'aujourd'hui, les panneaux photovoltaïques permettent une meilleure intégration dans le paysage.

M. Alain PETREMENT confirme en prenant l'exemple des panneaux installés sur la charreterie MARTIN. Il n'est pas contre le photovoltaïque sous réserve que le paysage ne soit pas dégradé. Il profite de ce point pour remercier tous ceux qui se sont manifestés pour faire des commentaires sur cette proposition de modification mais s'étonne de ne pas avoir vu d'implication de l'Association pour la Défense du Site.

Mme Yveline LE MIGNOT indique que des tuiles photovoltaïques existent et que l'on ne voit pas de différence avec une toiture traditionnelle.

Mme Géraldine SOURDOT indique à M. Alain PETREMENT que ses remerciements s'adressent aux copier-coller qui ont été faits de son propre courrier.

Elle tient à le préciser afin que l'on ne croit pas que toute la population se soit élevée contre les modifications proposées. Quant à l'ADSE, si elle ne s'est pas manifestée c'est probablement simplement parce qu'elle n'avait rien à dire.

M. le Maire rappelle que sur environ 450 foyers il n'a reçu qu'une dizaine de retours du courrier proposé par M. Alain PETREMENT. C'est donc bien que la proposition de modification n'était pas absurde.

Mme Francine LEFEUVRE demande ce que sont les bacs-acier ce à quoi il est répondu qu'il s'agit de tôles ondulées.

Le Conseil Municipal,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles L.153-36 et L.153-43 ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 16/10/2018,

Vu l'arrêté du Maire n°2023-116 en date du 21/09/2023 prescrivant la modification du PLU,

Vu l'avis conforme n°2023-7507 du 28/11/2023 de la MRAe - Mission Régionale d'Autorité Environnementale - concluant à l'absence de nécessité d'une évaluation environnementale de la modification n°1 du PLU de la commune d'Ermenonville après examen au cas par cas,

Vu la délibération du 08/02/2024 du Conseil Municipal prenant acte de de la décision de la MRAe n°2023-7507 en date du 28/11/2023,

Vu les avis formulés par les Personnes Publiques Associées et notamment :

- Conseil Départemental de l'Oise – Pas de remarques.
- SAGE de la Nonette – Avis favorable avec remarque.
- Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine de l'Oise – Avis favorable avec recommandations et prescriptions.
- Région des Hauts-de-France – Sans observations.
- CCI de l'Oise – Avis favorable avec observations.

Vu l'ordonnance n° E24000011/80 en date du 20/02/2024 de Monsieur le Président du Tribunal Administratif d'Amiens désignant Monsieur Philippe LEGLEYE en qualité de commissaire-enquêteur ;

Vu l'arrêté municipal n°2024-39 en date du 11/03/2024 portant organisation de l'enquête publique sur la modification n°1 du PLU ;

Vu les observations formulées dans le cadre de l'enquête publique ;

Vu le rapport d'enquête, les conclusions et l'avis motivé du commissaire enquêteur, adressé à la Mairie le 08/06/2024, émettant un avis favorable assorti de recommandations ;

CONSIDERANT qu'il est nécessaire, au regard des observations émises sur le projet, d'effectuer un certain nombre d'ajustements visés dans la note qui restera annexée à la présente délibération ;

CONSIDERANT que ces ajustements ne remettent pas en cause l'économie générale de la modification du PLU ;

CONSIDERANT que le projet de modification n°1 du PLU annexé à la présente délibération et tel qu'il est présenté au Conseil Municipal est prêt à être approuvé,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité,

Article 1 – Approuve les éléments modifiés suite aux observations formulées par les personnes publiques associées et le public tels que présentés sur le tableau joint en annexe à la présente délibération ;

Article 2 - Approuve la modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Ermenonville, un exemplaire du dossier de modification restant annexé à la présente délibération ;

Article 3 – Précise que la présente délibération sera exécutoire dans les conditions prévues par l'article L.153-24 du Code de l'Urbanisme et notamment dans le délai d'un mois suivant sa réception par le Préfet de l'Oise, si celui-ci n'a notifié aucune modification à apporter au contenu du PLU ou, dans le cas contraire, à compter de la prise en compte de ces modifications ;

Article 4 - Précise que la présente délibération et toutes les pièces composant le PLU annexé à cette dernière seront transmises au Préfet du Département de l'Oise ;

Article 5 - Précise que, conformément aux articles R153-20 et R153-21 du Code de l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois, et que mention de cet affichage sera insérée en caractère apparents dans un journal diffusé dans le Département ; elle fera également, ainsi que le dossier, l'objet d'une publication sur le portail national de l'urbanisme.

Article 6 - Précise que le dossier de PLU, tel qu'approuvé par le Conseil Municipal, sera tenu à la disposition du public, en mairie, située 2 place Léon Radziwill 60950 ERMENONVILLE, aux heures et jours habituels d'ouverture ainsi que sur le site internet de la commune ;

Article 7 - Monsieur le Maire est chargé de l'exécution de la présente délibération. Elle peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif d'Amiens dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

## **11. Appel d'Offres Eclairage Public.**

M. le Maire informe l'assemblée que le contrat liant la commune à la société Bentin en charge de l'entretien de l'éclairage public, arrive à échéance le 31 décembre prochain.

Pour renouveler le marché, il convient de déposer un nouvel appel d'offres sur notre plateforme dématérialisée permettant ainsi à chaque société de candidater.

Mme Yveline LE MIGNOT précise que la société Bentin est une société réactive, que l'on peut joindre à tout moment et qui connaît bien la commune.

M. Jonathan LECLERCQ souhaite connaître la durée du contrat ce à quoi il est répondu que le contrat a une durée de 3 ans.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal autorise à l'unanimité M. le Maire à lancer un nouvel appel d'offres.

## **12. Décision Modificative n°2 du Budget Accueil Collectif de Mineurs.**

Le service de gestion comptable nous recommande de constater une provision d'un montant au moins égal à 15 % du total des créances de plus de 2 ans, non encore acquittées.

Il avait été prévu au Budget Primitif la somme de 30 € qui n'est pas suffisante.

Il convient donc de prévoir la modification suivante :

- Article 60612/011 : - 56 €
- Article 681/68 : + 56 €

D'autre part, lors de la saisie de la précédente Décision Modificative, il manquait 1 596,60 € de crédit budgétaires au chapitre 65 or, notre DM n'avait prévu que 1 596 €.

Il convient de régulariser comme suit :

- Article 60612/011 : - 0,60 €
- Article 65748/65 : + 0,60 €.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal approuve à l'unanimité la Décision Modificative n°2 du Budget Accueil Collectif de Mineurs.

### **13. Décision Modificative n°2 du Budget Communal.**

Lors de la prise en charge de la Décision Modificative n°1 du budget communal, le service de gestion comptable a constaté un dépassement de recettes de 6 €.

Une régularisation doit donc être établie comme suit :

- Article 60612/011 : - 6 €

D'autre part, le coût relatif à la modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme est plus élevé que prévu notamment du fait des indemnités du Commissaire enquêteur (montant inconnu préalablement à l'enquête) et de la parution des annonces dans les journaux.

Dès lors, il convient de prévoir la régularisation suivante :

- Article 202 : + 8 000 €
- Article 2131/21 : - 8 000 €

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal approuve à l'unanimité la Décision Modificative n°2 du Budget Communal.

### **14. Délibération actant le principe de répartition des factures d'électricité.**

Le service de gestion nous demande de prendre une délibération afin d'acter le fait que les factures d'électricité sont, depuis l'année budgétaire 2024, réparties entre l'école et l'accueil collectif de mineurs.

L'accueil collectif de mineurs sera donc refacturé à hauteur de 13 semaines d'occupation des locaux dans l'année.

D'autre part, le Service de Gestion Comptable sollicite également une délibération permettant de fixer la répartition des charges entre la commune d'Ermenonville et le SIVOS lors de la refacturation.

Il est précisé que :

- Pour les factures l'électricité, les charges seront réparties au prorata de la superficie en m<sup>2</sup> (sur la base de 780 m<sup>2</sup> au total – 526,5 m<sup>2</sup> pour l'école).
- Pour les factures de fioul les charges seront réparties au prorata de la superficie en m<sup>2</sup> (sur la base de 780 m<sup>2</sup> au total – 526,5 m<sup>2</sup> pour l'école).
- Pour les factures d'eau les factures seront réparties en fonction de la consommation annuelle diminuée de la consommation des logements qui sont chacun équipés d'un sous-compteur.
- Pour le remboursement relatif au ménage, des fiches de paie seront établies à hauteur de 12 heures par semaine (52 h/mois) et en fonction de l'indice de rémunération de l'agent. Le remboursement sera sollicité sur le brut mensuel + les charges patronales.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal approuve à l'unanimité cette répartition de refacturation.

### **15. Questions Diverses.**

#### **15.1 SIVOS**

M. Alain PETREMENT demande si l'on a des nouvelles du SIVOS ce à quoi M. le Maire répond que la dernière réunion s'est tenue courant mai-juin.

Concernant la rentrée scolaire, les TPS ne seront pas pris car les effectifs sont atteints.

La directrice de l'école de Montagny-sainte-Félicité change.

M. Jonathan LECLERCQ souhaite savoir s'il y aura un professeur des écoles en complément de Mme BEYAERT les lundis et mardis ce à quoi M. le Maire répond que c'est prévu.

Des travaux ont été sollicitées par la directrice de l'école d'Ermenonville.

En lien avec l'école, M. le Maire précise que l'Accueil Collectif de Mineurs s'est très bien passé. La gestion administrative a été déléguée au CSPV pour la somme de 465 € par mois car l'agent en charge de cette gestion est en arrêt.

### *15.2 Vide-Grenier.*

Mme Zélie MODAINE demande s'il est possible de diffuser la tenue du vide-grenier sur certains sites comme Brocabrac.

### *15.3 Journées Européennes du Patrimoine.*

M. le Maire explique que le buste de Dominique de Vic va être installé prochainement, et avant les Journées Européennes du Patrimoine, à l'église, avec l'accord du prêtre.

Il indique également que le cimetière est en cours de nettoyage et invite les membres du Conseil à s'y rendre. Le monument à l'entrée a été nettoyé.

M. Alain PETREMENT demande si le cahier des charges pour le nettoyage du cimetière a bien été pris en compte.

M. le Maire répond que tout ce qui a été retiré était nuisible (lierre) et les murs et concessions n'ont pas été nettoyés de n'importe quelle façon.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 21 heures.

### **Fait et délibéré en séance, les jours, mois et an susdits.**

M. CAZERES Jean-Michel	
Mme SOURDOT Géraldine	